

A LA SUITE DU COLLOQUE ...

Ces textes ont été élaborés par le Conseil d'Administration de l'Association AFFER, organisatrice du Colloque. Ils reprennent pour l'essentiel les directions qui se sont dégagées lors de ce Colloque. Ils ont été envoyés à différents Ministères comme documents de travail en vue de développer les études et les recherches féministes et sur les femmes.

I - AXES PRIORITAIRES POUR LA RECHERCHE FEMINISTE ET SUR LES FEMMES

Ces axes, s'ils portent encore la marque d'une discipline universitaire dans leur formulation, doivent cependant susciter des recherches dans toutes les disciplines, devront privilégier l'interdisciplinarité, des approches comparatistes, prendre en compte la dimension historique et la diversité des sociétés et des cultures.

1) Construction sociale du genre

Il s'agit d'analyser les processus et procédés de mise en place des différences et des discriminations entre les sexes. Par le terme "genre" on désigne la forme sociale du sexe qui définit les hommes et les femmes dans une société donnée, mais aussi le contenu des catégories du féminin et du masculin.

Les études pourront porter sur :

- les mécanismes institutionnels de production et reproduction des différenciations, discriminations et inégalités entre les sexes : par exemple, la construction ou l'expression juridique du genre dans l'histoire, le rôle de l'Etat dans la création d'inégalités entre les conjoints à l'intérieur des ménages, la fabrication des femmes et des hommes dans le système éducatif familial et scolaire...

- les pratiques et représentations culturelles. Par exemple, on pourra analyser les expressions culturelles liées à la bicatégorisation de l'espèce humaine, l'imaginaire sexué et les productions culturelles et artistiques...

Enfin, des analyses critiques de la conceptualisation explicite ou implicite du genre devront être menées.

2) Les violences contre les femmes comme contrôle social des femmes

Il s'agit d'étudier les violences physiques dont les femmes sont victimes (viols, mutilations corporelles, agressions, harcèlement sexuel, enfermement, infanticide des filles, etc...) non pas comme l'expression

de formes de délinquance ou de déviance individuelles, mais comme s'inscrivant dans un système de contrôle social des femmes. Les études devront porter :

- sur une recherche descriptive des violences physiques, leurs formes, leur ampleur, extension...
- sur les réponses institutionnelles sociales et culturelles apportées par la société.
- sur les réponses des femmes victimes. Comment ces violences sont-elles vécues ? Quelles répercussions psychologiques et médicales ? Quelles conséquences sociales ? Y a-t-il des conduites individuelles ou collectives d'évitement ?
- sur les images sociales des violences physiques contre les femmes ; représentations de ces violences dans les productions sociales (mass-media, presse etc...). Etude de leur place et de leur fonction dans les oeuvres littéraires, mais aussi dans la pornographie, par exemple...

3) Le travail des femmes

Il y a encore lieu de développer les recherches sur le travail domestique et le travail professionnel salarié des femmes, sur les pratiques et les représentations - et leurs relations - de ces différentes activités. En particulier, l'entrée massive des femmes dans la production, le développement d'une main d'oeuvre féminine nouvelle posent de nombreux problèmes.

Enfin les limites des catégories de l'économie politique n'ont pas permis de saisir de façon satisfaisante la réalité du travail domestique (travail gratuit, non-marchand, invisible, improductif... ?). La recherche d'une meilleure adéquation entre les théories et analyses de la réalité sociale doit être engagée autour de cet objet "le travail des femmes".

4) La dynamique des résistances

Il convient d'analyser les comportements, les pratiques et les stratégies de résistance et de lutte des femmes, individuelles ou collectives ; résistances au contrôle social, aux normes, aux modèles, aux changements aussi. Dans cette perspective, une histoire des mouvements des femmes, de leurs modes de regroupements, de leurs choix politiques, des effets de leur lutte est à écrire.

Au delà des moments forts d'action collective et organisée, de nombreuses pratiques individuelles peuvent être comprises en terme de lutte entre les sexes, notamment celles par lesquelles les femmes échappent à leurs fonctions prescrites ou y résistent. Peut-on rendre compte de certaines formes de marginalisation vis-à-vis de la famille, du travail, de la sexualité et de la reproduction comme des formes de résistance privée ?

II - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE - FORMATION

LES ETUDES FEMINISTES

On est frappé par le gouffre qui sépare le niveau de développement des études féministes en France et dans les pays anglo-saxons (plus de trois cents programmes de Woman Studies aux Etats-Unis, sans parler des innombrables cours en dehors de ceux-ci) et la comparaison est également très défavorable à la France avec l'Allemagne ou l'Italie. Mais on constate aussi un grand décalage entre la situation de la recherche féministe en France et celle de l'enseignement. La recherche, en effet, est relativement développée, bien qu'éparpillée et souvent marginale par rapport aux institutions ; de plus, après le Colloque de Toulouse, elle est en voie de structuration et de développement ; au contraire, l'enseignement féministe et sur les femmes ne s'est guère développé ces dernières années malgré l'énergie investie par les enseignantes chercheuses.

Ce qui existe

Quelques U.V. isolées existent dans plusieurs Universités : Aix, Lyon, Nantes, Tours, Toulouse, Paris ; principalement en Histoire et en Sociologie, mais aussi en Psychologie, en Droit, Lettres et Langues, il existe des U.V. dans certaines disciplines de sciences exactes, en termes de critique épistémologique et d'histoire des sciences. Ces U.V., intégrées dans les Cours des U.E.R., sont cependant largement ouvertes aux auditeurs libres. Elles ont été établies (et sont maintenues) grâce à l'obstination et souvent au bénévolat des enseignantes-chercheuses ; généralement à titre d'option et dans des conditions précaires.

La demande

- Là où certaines ouvertures lui permettent de s'exprimer, la demande en enseignements et en formation féministe ou sur les femmes apparaît colossale ; étudiant(e)s, enseignant(e)s des lycées et collèges demandent à être "recyclé(e)s" ; divers groupements ont recours à la formation continue organisée par les Universités.

- Ces demandes dépassent, bien sûr, les possibilités existant dans les Universités et rendent nécessaire l'aide institutionnelle pour appuyer le militantisme impulsant de telles pratiques pédagogiques : créations de postes d'enseignant(e)s-chercheuses prioritairement attribués à des fonctions de recyclage et de formation continue.

- C'est en fait tous les secteurs de l'Education Nationale, de la Maternelle à l'enseignement supérieur, qui devraient s'ouvrir aux études féministes (nécessité de développer la critique : révision des manuels scolaires, mise en évidence des présupposés masculins, reconstruction d'une vision globale du social...). Pour que l'Ecole aide à l'évolution des menta-

lités, il faudrait qu'il soit "parlé" des femmes de façon systématique, c'est-à-dire obligatoire et non spécialisée, à tous les niveaux de l'Institution Education Nationale. Tous les programmes de formation devraient comporter un certain quota d'U.V. féministes.

- La place des études féministes à l'Université apparaît d'autant plus nécessaire que c'est là que sont formés les maîtres.

Les propositions

- L'expérience des différents groupes d'études et de recherche féministes les conduit à insister sur la nécessaire pluridisciplinarité de celles-ci ; seule une analyse transversale permet d'appréhender la question de la différence des sexes dans tous ses aspects. Cela implique la mise en place et le fonctionnement d'équipes pédagogiques interdisciplinaires.

- Dans certaines Universités, les enseignantes chercheuses tentent de se coordonner, afin d'offrir aux étudiant(e)s la possibilité de se constituer dans un regroupement d'U.V. une "mineure" de licence. Bien entendu ces U.V. peuvent également faire l'objet d'options isolées.

- Dans tous les cas, les enseignements d'études féministes doivent déboucher sur les diplômes nationaux en cours. Les enseignantes-chercheuses concernées soutiennent le principe de l'intégration des U.V. d'études féministes dans les cursus de formation générale des étudiant(e)s (à la différence de ce qui, parfois, existe dans les pays anglo-saxons : les cursus séparés de Woman Studies). Il ne s'agit pas en effet de développer les études féministes comme un secteur marginal, mais d'en faire un pôle actif qui rayonnerait dans chaque discipline, contribuant à y former une problématique non-sexiste.

Les conditions matérielles et institutionnelles

- La difficulté du développement des études féministes en France est accrue par les rigidités institutionnelles, ainsi que par l'autonomie des Universités qui s'ajoute à la distinction des disciplines.

On a vu que l'incitation faite aux Universités par le Ministère de l'Education Nationale, d'attribuer certains postes aux études féministes n'avait rencontré aucun succès ; le besoin en postes est tel dans les Universités que jamais il ne permettra que des postes soient attribués prioritairement à un nouveau secteur, et particulièrement à celui-ci qui reste trop souvent l'objet de railleries.

-- Il serait donc nécessaire (pour les études féministes en particulier, mais en réalité pour le développement de tout secteur nouveau) de créer des postes nouveaux pour ce secteur, de mettre en place une organisation plus souple, permettant tout à la fois la reconnaissance et l'autonomie de ce champ d'études : passerelles entre l'Université et le CNRS, passerelles avec différents secteurs de la vie associative par l'intermédiaire

notamment de la Formation permanente, souplesse administrative plus grande (détachements, vacations, nominations, décharges horaires permettant la participation à des séminaires...), ouverture large à un public extra-universitaire (en particulier femmes souhaitant une réinsertion professionnelle et femmes travaillant chez elles).

- Des moyens matériels sont nécessaires pour encourager les jeunes équipes existantes (financements conjoints du CNRS et des Universités, associations au CNRS), pour leur fournir les conditions de travail minimales (locaux, bibliothèques, heures complémentaires), pour organiser dans différentes Universités des fonds documentaires largement ouverts aux étudiant(e)s comme aux enseignant(e)s.

- Il est impossible concrètement de développer les études féministes partout comme ce serait nécessaire ; il apparaît donc raisonnable dans un premier temps de favoriser leur croissance dans les Universités où elles existent déjà et de faire de celles-ci des bases de regroupement pour des enseignantes venues de différentes UER et de différentes Universités. Des équipes pluridisciplinaires et inter-universités devraient y être établies, avec la possibilité concrète que des enseignantes chercheuses y effectuent une partie de leur service et que des étudiant(e)s y choisissent certaines U.V. qui soient prises en considération dans différentes Universités.

III - CENTRES DE DOCUMENTATION

OBJECTIFS ET FONCTIONS

La fonction de ces centres de documentation est de rassembler, organiser, gérer et répertorier publications officielles, clandestines et militantes ; fonctions iconographiques et audiovisuelles ; archives anciennes et immédiates. Dans cette optique, la première urgence est de recenser le matériel existant (inventaire). L'accent peut être mis sur les revues périodiques, presse internationale tant scientifique que militante. D'une manière générale, priorité doit être faite aux documents d'accès difficile : inédits (comme l'essentiel des travaux universitaires), écrits privés, tracts, etc...

Ils seront des bibliothèques de prêt, des lieux de consultation sur place, des lieux d'archives, des lieux de création et de production pour des groupes de recherche, et doivent avoir pour but, hormis leurs propres recherches, de permettre l'échange entre tous les types de recherches existant sur la région, des recherches militantes aux recherches contractuelles d'organismes travaillant sur et/ou avec des femmes ("Retravailler", Formation Continue, etc...).

Les documents inédits seraient diffusés sous réserve des points de règlements concernant les droits de propriété littéraire définis par l'association de gestion du centre.

Des séminaires, conférences, débats permettraient de recenser, de coordonner les recherches en cours et de susciter de nouvelles actions de recherche. Un bulletin de liaison régional pourrait assurer un contact permanent.

Il est bien évident qu'à l'heure actuelle, existent des lieux de documentation plus ou moins féministes, plus ou moins financés, plus ou moins autonomes, qui peuvent prétendre correspondre à ces définitions mais qui sont dispersés dans des structures plus ou moins misérables.

Il existe aussi des groupes de recherche qui ont une implantation régionale, tantôt dans l'institution, tantôt hors de l'institution, et dont l'organisation, les programmes, les objectifs et les présupposés idéologiques diffèrent. Il ne saurait être question, dans ces conditions, d'enfermer la recherche et la documentation dans une structure centralisée monolithique et bureaucratique. C'est sur leur lieu de travail que les groupes doivent trouver les outils de leur recherche. C'est donc dans un système associatif souple et égalitaire qu'ils doivent être intégrés. Pourraient s'inscrire dans cette démarche tous les groupes existant intéressés, c'est-à-dire soit possédant des documents, soit effectuant un travail de recherche dans un domaine relatif aux femmes.

GESTION

Il s'agit donc de créer de nouvelles structures. Le collectif de gestion est à créer sur la base d'une association regroupant des individus : association non mixte dans sa gestion, mais mixte au niveau de ses usagers.

Les groupes existants qui ne voudraient pas participer à la gestion du lieu pourraient avoir un statut d'associés, sur la base d'une liberté d'accès réciproque aux documents. Les usagers du centre sont tout un chacun et chacune s'étant acquitté d'une cotisation donnant droit d'entrée aux différents lieux documentaires des centres associés.

STATUT

Ces centres devraient être indépendants de toute tutelle universitaire et de la recherche agréée (CNRS, INSERM...) en prenant un statut associatif type 1901. Une attention toute particulière doit être portée au statut juridique de ces lieux, qui devraient bénéficier d'une immunité optimale. Dans les cas d'archives militantes, il est important que ces lieux ne soient pas susceptibles de tracasseries policières et politiques. Il est

important aussi que la conservation des documents rares soit assurée. Dans cette perspective, il est peut-être nécessaire d'envisager un rattachement à certains organismes internationaux.

LOCAUX

Ces centres doivent être très facilement accessibles (centre ville), ce qui pose d'entrée le problème de leur insertion ou non dans des cadres institutionnels, de type universitaire par exemple, qui sont souvent excentrés en campus.

Ils doivent bénéficier de locaux appropriés à l'ampleur du projet :

- une salle de prêt avec fichiers matières et auteurs, banque de prêt, etc...
- une salle de consultation sur place, de travail personnel
- une salle de travail collectif pour les groupes
- dans les cas d'archives, les locaux nécessaires à la conservation, à la consultation et à l'archivage s'ajoutent.

MOYENS

Ces centres doivent jouir de moyens et de personnel compétent et opérationnels : fonds documentaire, matériel de reprographie, documentalistes professionnelles.

Le personnel

Il doit être salarié. Les documentalistes, archivistes, secrétaires, reprographes, photographes, etc... (selon les besoins) sont des femmes qualifiées. Elles peuvent être détachées à leur demande de leur lieu de travail auprès des centres de documentation féministes.

Le matériel

Lecteurs de microfilms, magnétoscope, magnétophones, photocopieuses et matériel de reprographie et de reliure, labo-photo pour la documentation délicate et l'iconographie.

L'informatique

Au minimum, tous nos fichiers doivent être conçus dans la perspective d'une future automatisation, ce qui suppose notamment que nos modes de classement soient harmonisés. Au maximum, il faut informatiser la documentation féministe, ce qui paraît un moyen efficace, et moins coûteux que d'autres, de la décentraliser, et de permettre à un grand nombre de femmes d'y accéder, quel que soit leur lieu de travail. On peut détailler cette informatisation en quatre axes :

- Fournir des informations aux centres serveurs existants, ce qui suppose que tous les groupes concernés transmettent leurs références,

et qu'un groupe au moins, éventuellement nouveau, recueille et transmette les informations universitaires non prises en compte, et étudie à fond la situation aux niveaux national, européen et international.

- Avoir accès à ces centres serveurs, en envisageant que les centres de documentation féministes pourraient être équipés chacun d'un terminal relié à Télésystem (serveur des fichiers CNRS) ou être en relation avec les boutiques de sciences qui se mettent en place dans plusieurs villes, ou encore qu'un centre au moins dispose d'un micro-ordinateur où seraient stockés les renseignements achetés aux centres serveurs.

- Avoir accès aux serveurs d'autres pays.

- Créer notre propre banque de données, non pas pour doubler les banques de données existantes, ce qui serait impossible et inutile, mais pour les compléter en fonction de nos besoins spécifiques : interdisciplinarité, informations de type militant (liste des groupes de recherche hors institutions, revues internes au mouvement, tracts, comptes-rendus de rencontres, d'actions, etc...).

Le projet de l'ADDIF paraît très proche de cette problématique de l'informatisation. Dans l'optique de la formation d'un réseau, il doit, par conséquent, être pris en compte. Pour prendre en charge de façon cohérente les problèmes de l'informatisation une association nationale serait nécessaire, et cette association devrait pouvoir salarier du personnel.

RESSOURCES

Les subventions doivent être recherchées auprès des Ministères de la Recherche et de l'Industrie, du Droit de la Femme, et de l'Education Nationale. Mais comment ?

Sans mettre en cause l'autonomie des centres, en matière de fonctionnement et de décision, il nous faudrait avoir une démarche collective interrégionale, auprès des instances nationales. La recherche de fonds auprès des ministères serait assurée par un collectif national, qui les répartirait ensuite entre les régions. Ne serait collectivisé que l'argent obtenu par ce collectif, et non celui obtenu dans chaque région auprès d'instances locales.

Mise en commun des subventions, mais mise en commun nationale aussi de nos moyens indispensable à un tel projet qui n'est possible qu'en termes d'échanges collectifs. Chaque ville dispose d'un lieu de documentation, dont la spécificité peut être régionale ou thématique, mais dans les deux cas, les lieux de documentation ne peuvent être coupés les uns des autres : ils élaborent collectivement un inventaire des ressources existantes dont l'accès est alors collectivement disponible. Cette mesure favoriserait les échanges interrégionaux et éviterait que le fossé Paris-Province ne se renforce.

Réseau non hiérarchisé, basé sur la publication d'un bulletin national inter-centres de documentation et de recherche. Il nous paraît, en effet, indispensable de créer une structure, à un niveau national, où l'information circule, où sont débattues et élaborées des idées qui nous concernent toutes, où chaque groupe connaît les projets, les études, les recherches et les modes de fonctionnement, etc... des autres groupes, et qui permettrait d'organiser des rencontres nationales, voire des actions de recherche, d'articuler différents programmes en une politique cohérente de formation initiale et continue de la recherche. Ce réseau, qui pourrait prendre la forme d'une fédération aurait ainsi pour fonction d'être non seulement un moyen de liaison entre les différents centres de documentation, mais d'être un interlocuteur par rapport à l'Etat et un moyen de pression, tant au niveau idéologique que financier (demande de moyens pour l'organisation de rencontres, de colloques, etc...).

TOULOUSE - EXPRESS : UN SOCIO-CLIP

ou : Un coup de sonde jamais n'abolira le hasard.

Pendant la durée du colloque " Femmes, Féminisme, "recherches ", nous avons demandé aux participantes de remplir un questionnaire succinct (cf. ci-après). Celui-ci était destiné principalement à permettre l'établissement d'un annuaire des chercheuses féministes, où figureraient les principales indications concernant chacune : thèmes de recherche, mode d'insertion institutionnelle, publications, adresse, etc. Nous y avons ajouté quelques questions minimales d'état civil en particulier, nous permettant - du moins l'espérons-nous - de situer cette assemblée (dont nous ne savions rien sinon qu'elle serait beaucoup plus nombreuse que nous ne l'avions jamais prévu), par rapport à d'autres groupes.

On trouvera ici les premiers résultats, extrêmement schématiques, de l'exploitation de ce questionnaire : en quelque sorte, un socio-clip (au sens que ce terme a pris récemment en matière de show-biz télévisé.) ou, en termes plus classiques, une photo-express des femmes réunies pendant trois jours à Toulouse pour parler, ou entendre parler des études féministes.

Il s'agit d'un instantané aux contours flous et même sans doute distordus, sans que l'on sache si la faute en incombe au photographe (la mise au point - i.e. le questionnaire - était bien évidemment, un peu lâche), ou aux sujets, sans cesse en mouvement et manifestement réfractaires à prendre la pose - i.e. s'inscrire avec discipline dans le champ délimité par l'objectif (une caméra mobile aurait, de toute évidence, beaucoup mieux fait l'affaire...).

Il est donc nécessaire de préciser les limites des données et des commentaires que l'on trouvera dans les pages suivantes.

1° Nous ne prétendons en aucune manière, en publiant ces chiffres, donner une description de l'ensemble du milieu des chercheuses féministes - ni même, peut-être, de l'ensemble des femmes réunies à Toulouse : en effet, sur les 900 femmes qui ont participé, les trois jours confondus, au colloque, 376 ont répondu au questionnaire - rendement honorable par rapport à d'autres enquêtes du même type -, sans qu'il nous soit possible de déterminer avec précision les caractéristiques de celles qui ne l'ont pas fait (1), (2).

2° Nous ne prétendons pas non plus à une investigation approfondie du groupe ainsi fixé par l'objectif du photographe, étude qui aurait dépassé les limites - en particulier de place - assignées à la publication des résultats dans le présent ouvrage. Nous avons donc renoncé à donner ici, en les réservant éventuellement pour une publication ultérieure, l'analyse des (nombreux)

croisements effectués entre variables, ainsi que l'essentiel des (non moins nombreuses) comparaisons entre notre population et d'autres groupes (chercheuses et enseignantes entre autres).

3° Nous savons enfin qu'il serait illusoire d'attendre d'une monographie quelle soit (3), une "explication" sociologique des mobiles, et des intérêts qui ont poussé et poussent encore un nombre croissant de femmes à s'engager dans une réflexion sur la situation du "deuxième sexe" - aujourd'hui ou autrefois, ici ou ailleurs -, et sur les moyens de modifier celle-ci : un coup de sonde jamais n'abolira le hasard pas même celui des choix et volontés des individus de comprendre et de changer le monde. Tout au plus peut-il, parfois, en éclairer quelques facettes.

Le mouvement féministe, nous le savons, a été et restera sans doute encore longtemps un objet parfaitement déroutant au regard du sociologue, aussi perçant fût-il (il l'est rarement...). Le mouvement de réflexion et de recherche féministe qui en est, qu'on le veuille ou non, directement issu ne l'est pas moins, avec - et malgré - ses problèmes spécifiques, notamment d'inscription institutionnelle - et/ ou contre-institutionnelle.

Pour comprendre quelque chose à ce mouvement - et aux individus et groupes qui le composent -, les chiffres qui suivent peuvent donner quelques indications nécessairement brèves, et simplificatrices. Seule la lecture des textes proposés au colloque et des discussions qui les ont suivis ainsi que l'examen des projets et réalisations qui sont en sont d'ores et déjà issus (4), permettront de saisir les différentes problématiques, les lignes de force, l'évolution - et l'originalité - d'une telle entreprise. (5)

L.K et J.P

NOTES

1. D'après quelques sondages rapides effectués autour de nous, il ne semble pas que les non-réponses soient, comme nous le pensions primitivement, le fait des femmes les plus marginales par rapport aux études féministes ; nombre de chercheuses confirmées ont également oublié (??) de remplir le questionnaire.

2. Ce sont précisément ces problèmes de représentativité qui nous ont amenées à différer le projet de l'annuaire, qui devra être repris sur un échantillon plus systématique (avec, notamment, des critères d'échantillonnage mieux explicités) des femmes impliquées dans les études et recherches féministes, à l'intérieur des institutions universitaires et en dehors de celles-ci.

3. Et de celle-ci en particulier, compte tenu des limitations techniques décrites plus haut.

4. Citons (liste non exhaustive) : l'A.T.P. du CNRS "Recherches sur les femmes et recherches féministes" ; le regroupement et la coordination, enfin visibles, des enseignements féministes dans plusieurs universités ; la création d'associations d'études et de recherches féministes dans nombre de régions etc...

5. Le questionnaire a été rédigé (en toute hâte), par Christine Delphy, Liliane Kandel et Brigitte Lhomond; elles ont été rejointes, lors du dépouillement et de l'exploitation des résultats, par Patricia Mercader, Jeanne Peiffer et Helga Sobota.

PREMIERS RESULTATS

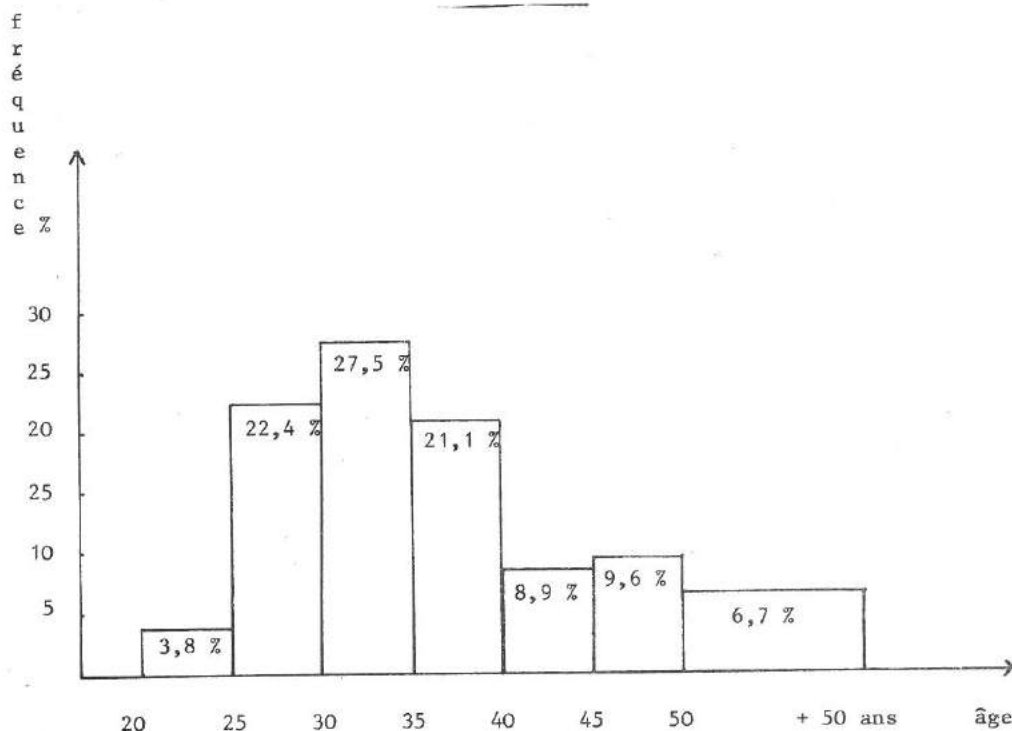
1. AGE

L'âge des femmes présentes à Toulouse et qui ont répondu au questionnaire va de 20 à 62 ans (cf. tableau 1 a). Cet éventail, relativement large, recouvre quatre groupes sensiblement équivalents en **nombre** : les femmes âgées respectivement de moins de 31 ans (26,2%), de 31 à 35 ans (27,5%), de 36 à 40 ans (21%), et de plus de 40 ans (25,2%).

Tableau 1b.
Age des participantes (par classes)

Casses d'âge	Effectifs	%	% cumulés
20-25 ans	12	3,8	
26-30 ans	70	22,4	26,2
31-35 ans	86	27,5	53,7
36-40 ans	66	21,1	74,8
41-45 ans	28	8,9	83,7
46-50 ans	30	9,6	93,3
51 et plus	21	6,7	100

Tableau 1c



Autrement dit, les trois quarts des participantes (1) ont au plus 40 ans, et la moitié est âgée de 31 à 40 ans ; un nombre restreint (6,7%) dépasse la cinquantaine, et les très jeunes femmes (moins de 25 ans) ne sont pratiquement pas représentées (2,2 %).

Pour y voir plus clair, nous avons comparé cette distribution avec celle de la répartition des âges dans deux autres groupes : l'un restreint : les chercheuses ayant répondu au questionnaire de la " Commission femmes " du S.N.C.S (2), l'autre très large : l'ensemble appartenant aux mêmes classes d'âge et interrogées lors du recensement de 1982 (3) (Cf. tableau 2a).

On voit que l'âge des participantes au colloque est à la fois sensiblement moins élevé que celui de chacun de ces deux groupes et, par rapport au second surtout, nettement moins dispersé. Moins élevé : elles ont, en moyenne, 1 an et demi de moins que les chercheuses et presque 4 ans de moins que l'ensemble des femmes. Moins dispersé : elles sont majoritairement regroupées autour des classes d'âge centrales, et très peu nombreuses dans les classes extrêmes (cf. tableau 2b).

Tableau 2b

	F F R	S N C S	I N S E E
Age médian (4)	35 ans, 3	36 ans, 8	39 ans, 2
% de femmes âgées de moins de 25 ans	2,2%	0	13,5%
% de femmes âgées de plus de 50 ans	9,6%	10%	29,1%

(1) Nous parlerons désormais, par commodité, des participantes au Colloque ou des femmes présentes à Toulouse - sans oublier pour autant les réserves formulées plus haut quant à la représentativité de cet échantillon.

(2) cf. " La recherche des femmes ", ouvrage collectif, Syndicat National des Chercheurs Scientifiques (SNCS), 1981.

(3) cf. " Archives et documents ", N° 104, mai 1984 ; INSEE.

(4) Age médian : âge atteint par 50 % des femmes d'une population donnée.

Le colloque de Toulouse a donc été une réunion de femmes relativement jeunes mais ayant déjà, pour bon nombre d'entre elles, terminé leur formation et acquis une expérience professionnelle (cf. plus loin tableaux 14 et 15). Il n'a attiré, finalement, qu'un nombre réduit de femmes très jeunes (étudiantes notamment) et de femmes déjà mûres. (1)

Il est probablement, de ce point de vue, représentatif des générations directement touchées par (et/ou impliquées dans) l'apparition et les développements du mouvement féministe, depuis 1970.

(1) Les obstacles financiers peuvent être invoqués dans le premier cas, mais guère dans le second.

2. SITUATION DE FAMILLE (cf. tableau 3)

Si près de 45% des femmes ayant répondu au questionnaire sont célibataires, un nombre légèrement supérieur (soit 48%) a été ou est marié. Au moment du colloque de Toulouse, 69,7% des femmes présentes vivaient hors mariage. 7,8% des femmes se classent résolument en dehors de ces catégories (purement juridiques) : on peut penser que les femmes vivant par exemple, en communauté ou en couple non marié (hétéro ou homosexuel) se sont classées soit dans cette dernière catégorie soit, plus classiquement, dans celle des "célibataires".

Les participantes au colloque se distinguent donc nettement des deux autres groupes de références cités plus haut (du reste très proches l'un de l'autre), par un taux de mariage beaucoup plus bas et, corrélativement, des taux de célibat, de divorce (et/ou de vie hors mariage) particulièrement élevés.

Les variations du statut matrimonial suivant l'âge permettent de mieux comprendre ces différences. Nous en donnons ici une vue résumée.

TABLEAU 4 : STATUT MATRIMONIAL SUIVANT L'AGE

Statut Age	Célibataires		Mariées		Divorcées		Veuves		Autres		Total
	FFR	RP82	FFR	RP82	FFR	RP82	FFR	RP82	FFR	RP82	
20-35	62,6	33	19	62,9	9,2	3,6	1	0,5	8	0	100
36-64	26,4	7,6	41,7	78,6	24,3	5,3	0	8,5	7,6	0	100

C'est autour de 35 ans que la situation matrimoniale des participantes au colloque se modifie de façon significative : le taux de célibat, exceptionnellement élevé et prolongé diminue de façon brusque, et importante ; corrélativement, la proportion de femmes mariées augmente sensiblement (ainsi que celle des divorcées).

Il s'agit donc bien d'un âge charnière en ce qui concerne le statut matrimonial (et aussi, comme nous le verrons plus loin, la maternité) ! 63% des femmes de moins de 35 ans sont célibataires, 66% des femmes de plus de 35 ans sont ou ont été mariées (toutefois, rien ne permet d'affirmer que les célibataires âgées de moins de 35 ans en 1982 suivront le modèle de leurs aînées - i.e s'il s'agit, dans leurs cas, d'un simple retard au mariage ou d'un célibat définitif.) (1)

(1) Dans l'ensemble de la population, le taux de nuptialité des femmes célibataires (probabilité de se marier) est, au-delà de 35 ans, de 3% au maximum.

Il y a là une différence importante avec l'ensemble de la population, où c'est autour de 25 ans (et même avant) que l'on observe une augmentation spectaculaire des mariages et l'effondrement parallèle du taux de célibat : en effet, 34,4% des femmes de 20 à 24 ans sont mariées - et 70% parmi les 25 à 29 ans ; dans les mêmes tranches d'âge, le taux de célibat passe lui, de 64,6% à 26,1%. (1)

*

*

*

Mariages peu fréquents et, à tout le moins, différés, divorces nombreux, célibat prolongé : on reconnaît des caractéristiques présentes, à divers degrés, dans d'autres catégories ou sous-catégories de la population. (2) Les participantes au colloque seraient, ainsi, représentatives des trajectoires matrimoniales, par exemple, des femmes actives, des classes moyennes ou supérieures, diplômées, habitant des zones de forte densité urbaine, peut-être de la conjonction de ces différents facteurs - et que quelques autres. Les participantes au colloque se révèlent en effet très majoritairement citadines, dans des villes universitaires, avec un très forte concentration (51,6%) dans la région parisienne et de façon encore plus nette à Paris même - (42,3%) (cf. tableau 22).

Hasardons ici une hypothèse, aussi osée fût-elle à première vue : la faible propension au mariage parmi les femmes de Toulouse n'est peut-être pas sans rapport avec les nombreuses études et analyses féministes concernant le rôle et la place des femmes dans le mariage et dans la famille. Dans ce cas, il faudrait considérer que les femmes réunies au colloque présentent, entre autres, cette caractéristique insolite : une certaine cohérence entre leurs analyses de la société, et leur mode de vie. Ou l'inverse.

(1) cf. " Archives et documents ", id. Rappelons que le célibat (officiel) n'exclut pas l'union libre, la cohabitation hors mariage, la vie en communauté, etc.

(2) Ainsi, le taux de célibat, qui est de 13% pour l'ensemble des femmes de 30 à 34 ans atteint 21 et 26% parmi les femmes cadres moyens et supérieurs et... 37% (toutes catégories confondues) à Paris ; à Paris encore, le taux de divorce féminin parmi les 35-54 ans atteint 15% (soit le triple de la moyenne nationale). cf. " Données sociales ", INSEE, 1984.

3. MATERNITE.

180 des 354 femmes ayant répondu à cette question, soit 51% n'ont pas d'enfants. Parmi les 175 mères, 67 (soit 38,5%) en ont un, 76 (44%) en ont deux, 23 (13%) en ont trois, et 8 (4,6%) en ont quatre ou plus.

En tout, 329 enfants avaient des mères présentes au colloque "F.F.R." (cf. tableau 5).

Le nombre moyen d'enfants par femme est donc de 0,93 (avec de fortes variations suivant l'âge, comme nous le verrons plus loin).

On voit que la fécondité est très inférieure à celle de l'ensemble de la population (1,82 enfant par femme) et, aussi, à celle des chercheuses interrogées par le SNCS : la moitié d'entre celles-ci ont au moins deux enfants (contre 28% seulement des participantes au colloque).

3a. Age des enfants

Sur 329 enfants dont les mères étaient à Toulouse, plus de la moitié (55%) sont d'âge scolaire, et près du tiers (32,6%) ont plus de 18 ans ; 40 enfants seulement (12,2%) sont d'âge préscolaire. (1) Pour l'essentiel, les mères présentes à Toulouse avaient donc des enfants déjà grands (d'âge scolaire ou même adultes) : 39, soit seulement 11% des femmes, ont des enfants d'âge préscolaire (contre 24% dans l'ensemble de la population). (2)

L'étude de la relation entre l'âge des femmes présentes à Toulouse et le nombre (ou l'existence) d'enfants permet de mieux comprendre à la fois le faible taux de fécondité du groupe, et, par exemple, la relative absence des femmes ayant des enfants en bas âge.

(1) Les enfants âgés de moins de 7 ans représentent 34% de la population de 0 à 20 ans, et 27% de la population des moins de 24 ans ; ceux de 4 ans représentent respectivement 20% (0 à 20ans) et 16% (0 à 24 ans) de ces populations ("Archives et Documents", N° 104).

(2) "Archives et Documents". id.

3b. Répartition des enfants suivant l'âge

On retrouve ici, à peu de choses près, les mêmes variations que celles du statut matrimonial, notamment le rôle de charnière que semble jouer, pour les participantes au colloque, l'âge de 35 ans : ainsi, 75% des femmes sans enfants ont moins de 35 ans, 72% des mères de famille sont âgées de 36 ans ou plus (cf. tableau 6a). De même, 76% des femmes de moins de 35 ans n'ont pas d'enfants, contre 29,7% des femmes de plus de 35 ans.

Tableau 6b : Enfants suivant l'âge des mères

	Sans enfants	Avec enfants	
20-35 ans	76,2 %	23,8 %	100
36 ans et plus	29,7	70,3 %	100

Le nombre moyen d'enfants par classe d'âge confirme ces données : la fécondité est particulièrement basse en dessous de 35 ans (0,32 enfants), et augmente brusquement au-delà (1,45), tout en restant sensiblement en retrait par rapport à celle de l'ensemble des femmes des mêmes classes d'âge.

Tableau 6c : Nombre moyen d'enfants suivant l'âge des mères

Age	20-25	26-30	31-35	36-40	41-45	46-50	51 et plus	20-35	36-62	T
Nb. d'enfants F.F.R.	0,1	0,25	0,39	1,13	1,39	1,96	1,81	0,32	1,45	0,93
R.P. 82			1,64		2,40		2,63			

Là encore, comme pour le statut matrimonial, il est difficile de savoir quelle sera la fécondité ultérieure des femmes sans enfants âgées de moins de 35 ans lors du colloque. (1)

(1) La fécondité à 35 ans et au-delà représentait, pour l'ensemble de la population française, 12,1% de la fécondité du moment en 1970; et tombait à 8,1% en 1980 (cf. C. Valabrègue, C. Berger-Forestier et A. Langevin : "Ces maternités que l'on dit tardives", Laffont, Paris, 1982).

tout se passe en réalité comme s'il y avait à Toulouse deux groupes, peut-être deux générations de femmes, représentatives de deux types de trajectoires conciliant maternité et insertion professionnelle :

- d'une part, les femmes qui ont mené de front maternité et carrière, souvent parce qu'elles ont eu leurs enfants jeunes (en l'absence notamment de moyens de contraception sûrs, et avant les bouleversements entraînés pour nombre d'entre elles par l'émergence du mouvement féministe) ; ces enfants sont déjà relativement âgés ;

- d'autre part, les femmes plus jeunes qui retardent la naissance du premier enfant jusqu'à ce que leur insertion professionnelle soit assurée.

Un phénomène comme celui de la faible représentation des mères d'enfants en bas âge à Toulouse peut dès lors s'expliquer de différentes façons :

- a) A Toulouse, un quart seulement des femmes de moins de 35 ans ont des enfants. Or c'est dans cette tranche d'âge que se situeraient normalement les mères de jeunes enfants. (Rappelons que l'âge de la maternité se situe majoritairement entre 22 et 32 ans).

- b) Les 3/4 de femmes âgées de moins de 35 ans n'ont pas d'enfants : ou bien elle n'en auront pas du tout (cf. la baisse générale du taux de fécondité dans cette tranche d'âge), ou bien elles auront des maternités dites "tardives" plus fréquentes chez les femmes des milieux intellectuels et chez celles qui ont une autonomie financière et professionnelle.

- c) La présence d'enfants d'âge préscolaire a pu constituer un frein au voyage et empêcher un certain nombre de mères de se rendre au colloque. La présence d'une crèche à un prochain colloque pourrait être utile.

3c. Maternité et statut matrimonial

La maternité est très fortement liée à la situation matrimoniale des participantes (cf. tableau 7). On remarque d'abord le nombre restreint des mères célibataires : 22 en tout, soit 6 % de l'ensemble des femmes présentes, 13,4 % des célibataires et 12,7 % des mères de familles (alors que les célibataires, rappelons-le, représentent près de la moitié des participantes au colloque). Inversement, 81 % des femmes mariées ont des enfants, 73 % des divorcées et 45 % des "autres". Le nombre moyen d'enfants dans chaque catégorie est également explicite : 0,18 % parmi les célibataires, 1,7 % (soit dix fois plus) parmi les femmes mariées, 1,4 chez les divorcées. La maternité "sauvage", chère à la génération de 68, aurait-elle vécu ?

Les choses sont plus nuancées lorsqu'on les regarde de près. En réalité, sur 100 mères présentes au Colloque, 53 % seulement sont mariées : 47 % donc élèvent leurs enfants hors mariage. Parmi celles-ci, au nombre de 82, on trouve 27 % de célibataires, 16 % de femmes hors catégories, et 54 % de divorcées. ⁽¹⁾

3d. La maternité est, enfin, liée à l'insertion professionnelle des participantes : c'est chez les enseignantes du supérieur et les chercheuses que les mères de famille sont les plus nombreuses (58 % contre 41 % parmi les autres participantes).

Résumons : sur 376 femmes présentes au colloque, la moitié environ (168) a moins de 35 ans. La grande majorité des femmes de cette classe d'âge (81 %) vivent hors mariage, et 63 % sont célibataires ; d'autre part, les trois quarts d'entre elles (76,2 %) n'ont pas d'enfant. Les différences sont spectaculaires avec les participantes âgées de plus de 36 ans - sans parler bien entendu de l'ensemble de la population féminine.

Tableau 8 : Récapitulatif *

	Célibataires:	Mariées:	Vivent hors mariage:	Sans enfants:	Avec enfants:	n
20-25 ans:	63%	19%	81%	76%	24%	100 ¹⁶⁸
36 ans et +	27%	42%	58%	30%	70%	100 ¹⁴⁵
Ensemble :	44%	30%	70%	51%	49%	316

* Les pourcentages sont calculés sur 100 femmes de chaque classe d'âge

(1) Les mères isolées représentaient en 1981, 3,7 % de l'ensemble des ménagères et 6,2 % des femmes actives. Dans les familles monoparentales maternelles, 69 % des femmes étaient âgées de plus de 35 ans ; 17 % des mères isolées étaient célibataires, 39 % divorcées et 30 % veuves. (Source : R.P. 82 et Economie et Statistique, février 1983).

Il est difficile de savoir s'il s'agit là de situations définitives ou si l'on assistera, au-delà de 35 ans, à des modifications importantes du statut matrimonial et familial des femmes de ce groupe -notamment à un nombre élevé de maternités (voire de mariages) dits "tardifs". Reste qu'aux femmes de 30 ans dépossédées, du temps de Balzac, de tout avenir, on pourrait opposer aujourd'hui le nombre croissant de femmes (et pas seulement parmi les chercheuses féministes) dont le mode de vie changerait radicalement au-delà de 30-35 ans -i.e. une fois acquise l'autonomie professionnelle et financière suffisante pour transformer (éventuellement) en choix raisonnés ce qui, il y a encore peu de temps, était de l'ordre de l'absolue nécessité.

4. Situation de travail (cf. tableau 9)

La très grande majorité des participantes (88,6 %) déclarent avoir une activité professionnelle, régulière ou précaire. On peut noter le faible nombre d'étudiantes (10 %), de chômeuses (5 %) et d'"inactives" (0,5 %). Le taux d'activité était, en 1981, de 43,7 % pour l'ensemble des femmes ; le taux de chômage féminin était de 10,5 % en 1982*) (1)

5. Situation professionnelle

Un premier dépouillement donne le tableau suivant :

Recherche.....	115
Enseignement supérieur.....	126
Enseignement secondaire.....	47
Enseignement primaire.....	11
Autres qu'enseignement et recherche....	141
TOTAL.....	440

Tableau 10

Ce total excède celui de la population (à savoir 376), nombre des participantes exerçant plusieurs activités.

5a. Les 115 femmes se classant dans la catégorie "Recherche" se rattachent aux institutions suivantes :

Institutions :

CNRS.....	77
INSERM.....	4

(1) Données sociales, id.

INSEE.....	2
INRA.....	1
AUTRES : Instituts publics.....	30
Instituts privés.....	0
Universités.....	1
INED.....	0
TOTAL.....	115

Statuts :

Attachée de recherche.....	18
Chargée de recherche.....	29
Maître de recherche.....	4
Directrice.....	1
Ingénieur, technicien, administratif D.....	3
" " B.....	9
" " A.....	9
Autres.....	30
TOTAL.....	103

5b. Les femmes dans l'Enseignement Supérieur se répartissent comme suit :

Lieu :

Université.....	91
EHESS.....	6
IUT.....	13
Grandes écoles.....	1
Autres.....	15
TOTAL.....	126

Statuts :

Chargée de cours.....	29	23,8 %
Assistantes.....	33	27,0 "
Maîtres Assistantes.....	24	19,7 "
Maîtres de conférence.....	1	0,8 "
Professeurs.....	11	9,0 "
Autres.....	24	19,7 "
TOTAL.....	122	100,0 "

50 % d'entre elles ont donc un statut plus que précaire (les chargées de cours et les assistantes (le plus souvent non titulaires)).

5.c Enseignement secondaire

Lieu :

Lycée.....	31
LEP.....	2
CES.....	11
Autres.....	3
TOTAL.....	47
S.R.....	329

Statuts :

Maître auxiliaire.....	10
CAPES.....	21
Agrégée.....	13
PEGC.....	5
Autres.....	7
TOTAL.....	56
S.R.....	320

Enseignement primaire

Titulaires.....	7
Auxiliaires.....	4
TOTAL.....	11

5.d Pour les femmes exerçant des professions autres que l'enseignement et la recherche, la structure de l'emploi est la suivante : Tableau 11

	Effectifs	%	% dans l'ensemble de la population *
Agriculture	2	1,5	0,8
Industrie	2	1,5	24,4
Tertiaire	137	97	74,8
dont : Commerce	5	3,5	
Transports et Télécom.	1	0,7	
Services marchands	79	56	
Services non marchands	52	36,8	
TOTAL	141	100	

Comme on pouvait s'y attendre, les femmes du secteur tertiaire sont sur-représentées.

Afin de pouvoir croiser cette variable avec d'autres, nous n'avons retenu dans la catégorie "recherche" que les femmes rattachées de façon claire au CNRS, à l'INSERM et à l'INSEE et dans celle "enseignement supérieur" que les assistantes, maîtres-assistantes, maîtres de conférence et professeurs. Nous avons regroupé dans une catégorie spéciale (appelée "cumuls" les femmes exerçant plusieurs activités.

Après cette clarification, les femmes ayant répondu à cette question se répartissent comme suit :

Autres qu'enseignement et recherche	86	29,4 %	24,6 %
Recherche	83	28,5	23,8
Enseignement supérieur	69	23,5	19,8
Enseignement secondaire	43	14,7	12,3
Enseignement primaire	11	3,8	3,2
	292	100	
Cumuls	57		16,3
TOTAL	349		100
Sans réponses	27		
TOTAL	376		

Tableau 12

292 femmes (soit 83,7 % des 349 femmes ayant répondu à la question) ont un statut professionnel clairement défini : 52,1 % dans la recherche et l'enseignement supérieur, 18,5 % dans l'enseignement secondaire et primaire et 29,4 % dans d'autres secteurs. Parmi les 57 femmes cumulant plusieurs tâches, on compte 29 chargées de cours dans les universités.

En conclusion, on constate donc que le colloque de Toulouse a non seulement réussi à attirer bon nombre de professionnelles de la recherche, mais qu'il a également été largement ouvert aux femmes exerçant d'autres professions, mais intéressées et impliquées à des titres divers dans les études et recherches féministes (souvent sans doute dans les groupes hors institution). La réunion et l'équilibre entre ces diverses composantes des études féministes constitue sans doute un des succès du colloque.

b. Discipline de rattachement (cf. tableau 13)

19 disciplines scientifiques différentes ont été retenues, entre lesquelles se répartissent les 266 personnes qui ont répondu à cette question. Répartition inégale, puisque près des 2/3 d'entre elles, sont regroupées dans une demi-douzaine de disciplines, apparemment plus ouvertes que d'autres à la problématique des rapports de sexe.

Ce sont :	- la sociologie	:	31 % des femmes ayant répondu
	- les études littéraires	:	14,7 "
	- l'histoire	:	10,2 "
	- la psychologie (surtout clinique)	:	8,6 "
	- les sciences économiques	:	8 "

"Ouverture" sélective cependant suivant les institutions de rattachement comme le montre, dans le tableau ci-dessous, la répartition respective, par exemple, des études littéraires et de la sociologie dans les organisations d'enseignement et dans la recherche.

Tableau 14

Proportions (par institutions de rattachement) des femmes de diverses disciplines

Disciplines	Institutions de rattachement				
	Recherche	Enseignement supérieur	Enseignement secondaire	Autres	Ensemble
Sociologie	50,6	23,8	8,6	26,7	31 %
Etudes littéraires	1,3	17,5	40	6,7	14,7 %
Histoire	7,6	7,9	17,1	0	10,2 "
Psychologie	7,6	7,9	0	20	8,6 "
Sciences éco.	9,9	14,3	2,8	6,7	8 "
Autres	23	28,6	31,5	39,9	27,5 "
TOTAL	(100)	(100)	(100)	(100)	

On voit que les femmes des disciplines littéraires sont particulièrement nombreuses parmi les enseignantes du supérieur et surtout du secondaire -mais à peine représentées parmi les chercheuses, chez qui ce sont par contre les sociologues, les économistes et les historiennes qui sont les plus nombreuses.

Notons par ailleurs la présence importante de femmes spécialistes des sciences exactes et des sciences de la vie (9 % de l'ensemble, venues pour la plupart -17 sur 24- de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche); signe de plus, si besoin en était, que la problématique des rapports de sexe traverse l'ensemble des disciplines scientifiques.

7. Diplômes obtenus

15 femmes seulement (4 %) ne répondent pas à cette question -taux de réponse record, avec celui de la question sur la situation de famille.

Si l'on considère les réponses des femmes qui ont suivi un cursus universitaire classique, soit 318 (85 % de l'ensemble des réponses) on ne peut qu'être frappé par le nombre et le niveau des diplômes obtenus (cf. tableau 15).

- 90 % de ces femmes ont au moins une licence
- 65 %, soit les deux tiers, sont titulaires au moins d'un DEA⁽¹⁾
- et 35 % possèdent un doctorat de 3^e cycle (27,5 %) ou d'Etat (7,5 %)

Il faut y ajouter les 43 femmes (12 %) possédant des diplômes autres que ceux énumérés ci-dessus.

Ces résultats sont confirmés par les réponses concernant le cycle d'études poursuivi : sur 120 femmes en cours d'études (32 %), 3 seulement étaient inscrites en 1^{er} cycle, 15 (12,5 %) en 2^e cycle et 102 (85 %) en 3^e cycle. La comparaison avec l'ensemble de la population étudiante féminine (tableau 16) prouve une fois de plus que les femmes présentes au colloque de Toulouse étaient, pour la plupart, soit en fin d'études, soit déjà insérées dans une activité professionnelle.

Tableau 16 : Etudes en cours

	1 ^{er} cycle	2 ^e cycle	3 ^e cycle	Autres	Total
Colloque Toulouse	2,5 %	12,5 %	85 %	-	100
Ensemble population étudiante *	49,6 %	33,5 %	11,1 %	5,8 %	

* "Données sociales", op. cit, P. 480

(1) contre 0,8 % dans l'ensemble de la population

Notons cependant que la répartition des diplômes est plus atypique chez les femmes mariées, (tableau 17) qui sont largement majoritaires aux deux extrémités de la distribution : en-dessous du baccalauréat (mariées : 4 %, célibataires : 0,7 %) et au-delà du DEA (mariées : 44 %, célibataires : 27,5 %), cette dernière différence sans doute imputable, partiellement, à l'important écart d'âge entre les deux groupes. Le même type de différence est observé entre les femmes ayant des enfants (plus nombreuses dans les deux catégories extrêmes), et celles qui n'en ont pas.

Enfin, il faut remarquer que le niveau élevé des diplômes obtenus ne correspond pas, dans cette population, à un taux de qualification professionnel équivalent (cf. plus haut, les données concernant le statut des enseignantes et des chercheuses).

8. Pratique de recherche

Tableau 18 : Pratiques de recherche

37 non réponses ; 339 réponses

Pratiques	Effectifs	%
individuelle	72	21,3
collective	57	16,8
les deux	210	61,9
TOTAL	339	100

Il faut souligner l'importance du travail collectif -en groupe ou en équipes de recherches- institutionnalisées ou non, en matière d'études féministes : un cinquième seulement des participantes déclarent travailler uniquement de manière individuelle, (mais 17 % de manière uniquement collective).

On peut y voir, entre autres, une conséquence des conditions de travail difficiles, et de l'isolement institutionnel presque total (jusqu'à ces derniers temps), des femmes effectuant des recherches féministes.

Il est difficile de savoir quels seront les effets, sur les pratiques des chercheuses, de la prise en compte récente des études féministes dans les institutions d'enseignement et de recherche.

9. Cadre de recherche

42 non réponses ; 334 réponses (soit 88,8 %)

Université	142 dont 48 uniquement dans ce cadre		
Organisme de recherche officiel	85	"	31 "
Groupe d'études féministes rattachées à une institution	66	"	11 "
Groupe non institutionnel	151	"	50 "
Travail individuel	123	"	21 "
TOTAL	161		

Tableau 19

Sur les 334 femmes qui ont répondu à cette question, 140 travaillent dans un cadre de recherche unique, tant dans l'université, les organismes de recherche officiels ou les groupes rattachés à une institution que dans les groupes non institutionnels. 21 femmes revendiquent de travailler dans un cadre strictement individuel. 173 (soit 51,8 %) se réclament de cadres de travail multiples.

10. Enseignements féministes et ou sur les femmes

301 non réponses ; 75 réponses, dont :

1- Enseignements féministes à l'Université uniquement	35
2- Formation continue seulement	12
3- Autres	19
4- Cumuls	<u>9</u>
	75

Tableau 20

75 femmes seulement ont déclaré faire des enseignements féministes ou sur les femmes. C'est peu, compte tenu du nombre important de chercheuses et d'enseignantes présentes à Toulouse ; il semble bien que les organisations d'enseignement n'accueillent qu'avec réticence la mise en place des études féministes, y compris dans le domaine de la formation continue (à moins que les praticiennes exerçant dans ce cadre ne se soient pas senties concernées (ou n'aient pas été informées) par le colloque de Toulouse...)

Il faut toutefois noter une évolution favorable, attestée notamment par l'annonce, en juillet 1984, de la création de 4 postes d'études féministes dans les Universités à partir de la rentrée 1984/85.

11. Publications

Une question concernait les publications féministes ou concernant les femmes : 125 participantes n'ont pas répondu, 44 ont répondu négativement ⁽¹⁾. Les 207 réponses positives se répartissent entre trois types de publications :

1- Articles dans revues militantes (RM).....	61	soit	29,5 %	)
2- Articles dans revues générales & scientifiques (RS)	43	"	21	) 53 %
3- Livres	6	"	3	)
4- RM + RS.....	30	"	14,5	)
5- RM + L.....	11	"	5,3	) 47 %
6- RS + L.....	23	"	11,1	)
7- RM + RS + L.....	33	"	16	)

Tableau 21

Autrement dit, près de la moitié des femmes qui ont publié jusqu'à présent utilisent plusieurs types de support. Si l'on regroupe les réponses en fonction de ceux-ci, on voit que 135 femmes (soit 36 % de l'ensemble des participantes au colloque) écrivent dans la presse militante, 129 (34 %) dans la presse générale et scientifique, et que 73 (19,5 %) ont écrit ou participé à la rédaction d'ouvrages (collectifs ou individuels).

Ces chiffres marquent d'une part l'importance de la presse féministe ⁽²⁾ dans les possibilités de publication et de diffusion des recherches concernant les rapports de sexe. Ils montrent également la (relative) ouverture des revues scientifiques et des maisons d'édition aux articles et ouvrages traitant de ces thèmes -du moins pour certaines catégories de participantes : chercheuses et enseignantes du supérieur (ces deux catégories auxquelles nous avons ajouté celle des "cumuls", représentent à elles seules 79 % des auteurs d'articles de revues scientifiques et 74 % des auteurs de livres- mais seulement 56 % des participante

(1) Ce qui n'exclut pas l'existence de publications portant sur d'autres thèmes de recherche.

(2) La formulation était ambiguë : les réponses recouvrent aussi bien la presse purement militante que les revues d'études féministes d'orientation plus universitaire (Nouvelles Questions Féministes, La Revue d'En Face, BIEF, GRIEF, Pénélope etc).

D'autre part, les possibilités (et/ou les désirs) de publication sont très inégalement répartis suivant les disciplines de rattachement. Ainsi, les livres sont fréquents parmi les historiennes (41 % d'entre elles en ont publié) et les philosophes, mais pratiquement inaccessibles aux économistes et aux psychologues et aux chercheuses des sciences exactes ou de la vie : elles représentent ensemble, 26 % des participantes -mais seulement 8 % des auteurs de livres.

Inversement, les articles dans la presse féministe (et/ou militante) constituent l'essentiel des publications pour les psychologues et, encore plus, pour les femmes des sciences exactes et de la vie. Les autres disciplines sont représentées aussi bien dans la presse scientifique que militante, en fonction du nombre de participantes au colloque.

12. Thèmes de travail

La question ouverte portant sur les thèmes de travail s'est avérée difficile à exploiter et nous présentons ici un regroupement synthétique des divers grands thèmes sur lesquels travaillent les femmes présentes à Toulouse. Nous nous intéressons uniquement aux thèmes de travail actuels, la comparaison avec les thèmes passés étant impossible dans la phase actuelle du dépouillement. Tout regroupement thématique entraîne un arbitraire, et cet effort de synthèse aux fins de lisibilité ne saurait y échapper. Néanmoins, il permet d'avoir une image des intérêts et grands axes de recherche des femmes travaillant dans le champ des études féministes et sur les femmes. 264 réponses ont été obtenues soit 70,2 %. Faut-il considérer les non réponses comme signe de l'absence d'un thème de travail ou plus largement, comme une difficulté à cerner en quelques mots l'objet de ces recherches ?

L'analyse du travail des femmes et la division sexuelle du travail sont citées par 52 participantes, majorité relative qui correspond à la fois au nombre important de sociologues (cf. supra) présentes et à un axe de recherche particulièrement développé (comme en témoigne aussi le nombre de communications présentées à la commission "Production-Reproduction" du colloque). Notamment autour de certains axes : le travail salarié articulé ou non avec le travail domestique, la question du travail à temps partiel, le problème du travail familial en milieu rural, les législations et leur évolution autour de l'égalité professionnelle, l'analyse de professions précises (assistantes sociales, enseignantes par exemple) ou de groupes professionnels (les femmes cadres).

Largement étudié également (32 réponses) : les mouvements de femmes, que ce soit le mouvement de libération des femmes depuis 1970 en France (d'une manière générale ou sous forme de monographies)¹ ou les mouvements féministes récents à l'étranger (USA-RFA). Dans une vision historique et internationale, se trouvent aussi des travaux -concernant le 19^e et le 20^e siècle- tant en France qu'à l'étranger (Grande Bretagne, Grèce, Allemagne...) sur les diverses luttes des femmes, les rapports de ces mouvements avec le socialisme, le pacifisme, le syndicalisme. La question des représentations de l'homosexualité féminine est aussi abordée.

La critique féministe des sciences tient une place importante (28 réponses), avec une diversité des disciplines interrogées, (psychologie, psychanalyse, histoire, mathématiques, philosophie, sociologie...) ou plus globalement les sciences sociales ou exactes dans leur ensemble, ainsi que le rapport des femmes aux savoirs établis et aux formalismes qui les fondent.

22 participantes s'intéressent au statut des femmes dans différents systèmes idéologiques et politiques. Les systèmes religieux (comme l'Islam) les problèmes de la colonisation, les études socio-ethnologiques spécifiques (en Afrique Noire, en Amérique Latine, les minorités ethniques (en particulier aux USA) sont ici cités.

Une place non négligeable est accordée aux représentations des femmes, en particulier dans la littérature, que ce soit le roman, le théâtre, l'oeuvre de J.J. Rousseau, de Kate Millet ou la Bible ou encore les systèmes de représentations des femmes dans la publicité, dans l'Eglise (20 personnes).

La formation des femmes adultes préoccupe 18 chercheuses sous l'angle technique mais surtout dans une interrogation sur son efficacité, en termes de réinsertion professionnelle, voire de changement personnel -4 d'entre elles s'intéressent plus particulièrement aux problèmes de formation en milieu rural.

17 femmes travaillent sur les rôles familiaux, la fonction sociale de la maternité et du mariage, essentiellement à travers leur remise en cause, l'analyse des relations à la mère, les modes de cohabitation, le divorce et les rôles féminins, dans leur mise en acte ou leur transmission -6 participantes abordent cette question sous l'angle, plus spécifique, des femmes seules : leurs droits, leur mode d'habitat, la maternité célibataire et l'"histoire de la femme seule", à travers les archives orales.

Le rapport des femmes aux institutions, quelles soient étatiques, de façon globale ou plus spécifique (la Justice par exemple) ou qu'elles renvoient au pouvoir politique dans son acception large intéresse 11 chercheuses. Le mouvement communiste dans son ensemble, ou plus particulièrement le PCF sont aussi objets d'analyse.

Les violences contre les femmes sont étudiées par 11 personnes sous deux angles, la violence générale avec une centration sur les femmes battues et la question des mutilations sexuelles. Notons ici que sont évoquées des pratiques dans des centres d'information et de rencontres pour les femmes.

La question du corps, de la santé et de la maladie est un thème de recherche pour 12 femmes, les notions de santé ou maladie étant vues tant sur le plan physique que psychique (la folie est mentionnée à trois reprises). Le rapport au corps, à travers la maîtrise corporelle, l'alimentation, les modes de prises en charge "médicales" classiques ou alternatives sont évoqués.

Dans le même axe, mais d'une manière spécifique 7 personnes travaillent sur les questions de la reproduction, essentiellement sur la grossesse, son déroulement, les facteurs de risque, la consommation médicale.

L'avortement est un thème pour 1 participante ainsi que le choix du sexe de l'enfant avant la conception.

La sexualité en dehors de la fonction de reproduction est mentionnée par 9 chercheuses. Le thème est cité comme tel, ou explicité à travers son inscription politique, son rapport au contrôle social et à la sexologie ou encore à travers la pornographie et pour l'une d'elles à travers la notion d'amour.

La relation des femmes à la création et à la culture est un centre d'intérêt pour 11 participantes. Divers modes de création sont envisagés (écriture, peinture musicale, audiovisuel ; la spécificité du discours lesbien en regard d'un langage de femme est envisagée.

8 femmes travaillent sur le rapport à l'espace, l'environnement et la cité. L'espace urbain est pris dans sa généralité, ou concerne des populations spécifiques (les femmes maghrébines) ou encore des modes d'habitat défavorisé (les cités de transit). Une participante s'intéresse au milieu rural, comme milieu naturel.

Ce panorama rapide montre à la fois la diversité des thèmes abordés par les chercheuses féministes, mais aussi une volonté commune, ou du moins partagée, d'interroger et de dénoncer les discours établis et de soumettre à investigation des champs non explorés.

Nous remercions pour leur collaboration dans le traitement du questionnaire le Groupement d'intérêt scientifique "Economie de la Santé" et plus particulièrement G.M. ARNAUD, informaticien, membre de l'E.R.A. 639 "Economie et Econométrie de l'Environnement et de la Santé" - LYON

La rédaction des résultats a été assurée par L. KANDEL et J. PFEIFFER.

TABLEAU 1 a : AGE

63 non-réponses, 313 réponses (soit 83,2^o/o de l'ensemble des sujets)

Age en déc. 1982	Effectifs	Effectifs cumulés	o/o cumulés	Age endec. 1982	Effectifs	Effectifs cumulés	o/o cumulés
20	1			41	8	242	77,3
21	2	3	1	42	4	246	78,6
22	0	3	1	43	4	250	79,9
23	1	4	1,2	44	5	255	81,5
24	3	7	2,2	45	7	262	83,7
25	5	12	3,8	46	9	271	86,6
26	5	17	5,4	47	6	277	88,5
27	10	27	8,6	48	3	280	89,5
28	19	46	14,6	49	3	283	90,4
29	16	62	19,8	50	9	292	93,3
30	20	82	26,2	51	3	295	94,2
31	17	99	31,6	52	2	297	94,9
32	25	124	39,6	53	1	298	95,2
33	15	139	44,4	54	2	300	95,8
34	13	152	48,6	55	2	302	96,5
35	16	168	53,7	56	3	305	97,4
36	14	182	58,1	57	0	305	97,4
37	11	193	61,7	58	2	307	98,0
38	15	208	66,5	59	1	308	98,4
39	11	219	70	60	3	311	99,4
40	15	234	74,8	61	1	312	99,7
				62	1	313	100
				T	313		
				S.R.	63		
					376		

TABLEAU 2 a :
AGE COMPARE DES PARTICIPANTES AU COLLOQUE ET DE FEMMES D'AUTRE GROUPES

Groupe Age	F.F.R. (1)		S.N.C.S. (2)		R.P. 82 (3)	
	o/o	o/o cumulés	o/o	o/o cumulés	o/o	o/o cumulés
20 - 24 ans	2,2 ^o /o		0		13,5 ^o /o	
25 - 29 ans	17,6 ^o /o	19,8 ^o /o	14 ^o /o		13,4 ^o /o	26,9
30 - 34 ans	28,8 ^o /o	48,6 ^o /o	27 ^o /o	41 ^o /o	13,8 ^o /o	40,7
35 - 39 ans	21,4 ^o /o	70 ^o /o	25 ^o /o	66 ^o /o	11,3 ^o /o	52,0
40 - 44 ans	11,5 ^o /o	81,5 ^o /o	18 ^o /o	84 ^o /o	9,1 ^o /o	61,1
45 - 49 ans	8,9 ^o /o	90,4 ^o /o	6 ^o /o	90 ^o /o	9,8 ^o /o	70,9
50 - 54 ans	5,4 ^o /o	95,8 ^o /o	6 ^o /o	96 ^o /o	10,4 ^o /o	81,3
55 et plus	4,2 ^o /o	100	3 ^o /o	99 ^o /o	18,7 ^o /o	100
T	100		99		100	
n	(376)		(255)		(15,5,88,420)	

(1) Participantes au colloques " F.F.R. "

(2) Chercheuses du CNRS ayant répondu au questionnaire de la commission femmes du S.N.C.S. (1980)

(3) Femmes âgées de 20 à 64 ans interrogées lors du recensement général de la population de 1982

TABLEAU 3 : STATUT MATRIMONIAL

6 non réponses, 370 réponses (soit 98,4 % des questionnaires remplis)

	F.F. R.		SNCS	R,P, 82
	Effectifs	%		
Célibataires	164	44,3	18 %	18,7 %
Mariées	112	30,3	68 %	71,8 %
Divorcées	60	16,2	6 %	4,6 %
Veuves	5	1,4	0 %	5,0 %
Autres	29	7,8	8 %	
Total	370	100	100	100
dont : hors mariage	258	69,7	32 %	28,2 %

TABLEAU 5 : NOMBRE D'ENFANTS

non réponses 22, réponses 354 (soit 94,1 %)

Nombre de femmes ayant n enfants	Effectifs	%	Nombre d'enfants	(Enquête S N C S)
n : 0	180	50,8	0	33
n : 1	67	18,9	67	17
n : 2	76	21,5	2x76 : 152	34
n : 3	23	6,5	3x33 : 69	13
n : 4	2	0,6	4x 2 : 8	{ 3
n : 5	3	0,85	5x 3 : 15	
n : 6	3	0,85	6x 3 : 18	
Total S.R.	354 22 376	100	329	100

TABLEAU 6 a : EXISTENCE D'ENFANTS PAR CLASSE D'ÂGE DES MERES

Existence d'enfants Age	Sans enfants		Avec enfants	
	%	% cumulés	%	% cumulés
20 - 25 ans	6,4	6,4	0,7	0,7
26 - 30 ans	32,7	39,1	9,9	10,6
31 - 35 ans	35,7	74,8	17,6	28,2
36 - 40 ans	12,9	87,7	31,0	59,2
41 - 45 ans	4,7	92,4	14,1	73,3
46 - 50 ans	3,5	95,9	16,9	90,2
plus de 50 ans	4,1	100	9,8	100
Total	100		100	
soit : 20 - 35 ans		74,8		28,2
36 et plus		25,2		71,8

TABLEAU 7 : Statut matrimonial et maternité

Statut matrimonial Nombre d'enfants	Célibataires	Mariées	Divorcées	Veuves	Autres	Ensemble
1	15	28	14	1	8	66
2	7	44	21	1	3	76
3		12	9	0	2	23
4 et plus		7		1		8
Ensemble mères soit	22 12,7 ⁰ /o	91 52,6	44 25,4	3	13 7,5	173 100
Ensemble participantes	164	112	60	5	29	370
⁰ /o mères/ensemble partici- pantes	13,4 ⁰ /o	81,3	73,5	n.s. *	45	47
Nombre moyen d'enfants	0,18	1,7	1,4	n.s. *	0,7	0,93

Effectifs trop faibles, et non significatifs

TABLEAU 9 : Situation de travail

375 réponses (soit 99,7 ⁰/o)

Situation de travail	Effectifs	⁰ /o
en activité	313	83,5
sans activité	2	0,5
en chômage	18	4,8
à la retraite	3	0,8
étudiantes sans emploi	20	5,3
étudiantes avec emploi	19	5,1
Total	375	100

TABLEAU 13 : Discipline de rattachement

110 non réponses, 266 réponses (soit 70,7⁰/o)

Discipline	Effectifs	°/o	} 9,1 °/o Sciences Exactes et de la Vie
1 Math.	9	3,4	
2 Sc. physiques	6	2,3	
3 Sc. biologiques	6	2,3	
4 Sc. médicales	3	1,1	
5 Anthropologie	6	2,3	
6 Droit	11	4,0	
7 Géographie	6	2,3	
8 Histoire	27	10,2	
9 Linguistique	1	0,4	
10 Et Littéraires	39	14,7	
11 Philosophie	9	3,4	
12 Psychologie	23	8,6	
13 Sciences po	3	1,1	
14 Art	4	1,6	
15 Sc. éco.	21	7,9	
16 Sc.éduc.	2	0,8	
17 Sociologie	85	32	
18 Sc. de l'info	4	1,6	
19 Autres	1	0,4	
	266	100	

TABLEAU 15 : Dernier diplôme obtenu

15 non réponses, 361 réponses

DIPLOMES	Effectifs	°/o	°/o cumulés
1 Avant le bac	3	0,9	100
2 Bac	4	1,3	99,1
3 DEUG ou eq.	24	7,5	97,8
4 Licence ou eq.	26	8,2	90,3
5 Maîtrise	53	16,7	82,1
6 DEA	97	30,5	65,4
7 3ème cycle	87	27,4	34,9
8 Doctorat d'état	24	7,5	7,5
Total	318	100	
Autres	43		
	361		

TABLEAU 17 : Dernier diplôme obtenu par les femmes célibataires et les femmes mariées

	Effectifs Femmes célibataires	°/o	Cumuls dégressifs	Effectifs femmes mariées	°/o	
1 Avant le bac	0	0		2	2,1	100
2 Bac	1	0,7	100	2	2,1	97,9
3 DEUG	16	11,3	99,3	3	3,2	95,8
4 Licence	13	9,2	88	5	5,3	92,6
5 Maîtrise	27	19	78,8	11	11,5	87,3
6 DEA	46	32,4	59,8	30	31,6	75,8
7 3ème cycle	34	23,9	27,4	32	33,7	44,2
8 Doctorat d'état	5	3,5	3,5	10	10,5	10,5
Total	142	100		95	100	

TABLEAU 22 : Lieu d'habitation des participants

REGION	DEPT	VILLE	NBRE	TOTAL
CENTRE	37	TOURS	2	8
	56	LORIENT	1	
	72	LE MANS	2	
	86	POITIERS et environs	3	
EST	21	DIJON et environs	2	39
	25	BESANCON et environs	3	
	38	GRENOBLE et banlieue	9	
	63	RIOM	1	
	69	LYON et banlieue	24	
ILE DE FRANCE	75	PARIS	2	159
	77		6	
	78		4	
	91		16	
	92		2	
	93	BANLIEUE PARISIENNE	3	
	94		2	
	95		35	
			35	
NORD	59	AGGLOMERATION LILLOISE	2	4
	67	STRASBOURG	1	
	80	AMIENS	1	
OUEST	14	CAEN et environs	6	19
	35	RENNES	2	
	44	NANTES et environs	10	
	49	ANGERS	1	
SUD EST	06	NICE	9	36
		DIVERS	3	
	13	AIX EN PROVENCE et environs	13	
		MARSEILLE	7	
SUD OUEST		DIVERS	4	73
	11	DIVERS	3	
	12	LANDEJOULS	1	
	31	TOULOUSE et environs	56	
	33	BORDEAUX et environs	6	
	34	DIVERS	3	
	64	BAYONNE et environs	2	
	65	ARREAU	1	
	66	PERPIGNAN	1	
	TOTAL DOMICILE A L'ETRANGER			373 3
	TOTAL GENERAL			376

N'écrire qu'une lettre par case

IV	SEXE AGE	F	M	
V	Situation de famille	- Célibataire - Mariée	- Divorcée - Veuve	- Autres
VI	Nombre d'enfants	Total		- dont Age préscolaire - Age scolaire - Plus de 18 ans
VII	Situation de travail	- en activité - sans activité - chômage - Retraite	- Etudiante sans emploi - Etudiante avec emploi	(si oui passez à E)
VIII	Professions autres qu'enseignement (actuelles ou passées) et recherche			

2 - Statut	- Aide familiale - Travailleuse indépendante avec employé	- Travailleuse indépendante sans employé - Salariée secteur public	- (en clair) - Salariée secteur privé - Profession libérale
3 - Fonction (si salariée)	- Ouvrière - Employée de commerce	- Employée de l'industrie - Personnel de service	- Cadre moyen - Cadre supérieur

B - Enseignement supérieur :			
1. Organisme	- Université	- IUT	- Autres
-----	- EHESS	- Grandes Ecoles	
(en clair)		- Maître	- Professeur
2. Statut	- Chargée de cours	- Assistante	
	- Assistante	- Maître de	- Autres -----

C - Enseignement secondaire (privé - public)		conférence	(lequel)
1. Organisme	- Lycée - LEP	- CES - Autres	-----
2. Statut	- Maître Aux. - CAPESienne	- PEGC - Autres	----- -----

D - Enseignement primaire (public ou privé)		(lequel)	
Statut	Titulaire	Auxiliaire	

Statut	- Titulaire	- Auxiliaire
E - Discipline de rattachement (pour étudiantes, enseignant, chercheuses)		

X	Dernier diplôme obtenu	- 1 seule réponse - Avant bac - Bac - DEUG ou équiv.	- Licence ou équivalent - Maîtrise ou équivalent - DEA, DESS	- (en clair) - Doctorat 3ème cycle - Doctorat d'Etat - Autres - 3ème cycle
XI	Cycle d'études en cours (éventuellement)	- 1er cycle	- 2ème cycle	

XII Domaine d'études et de recherches féministes / sur les femmes (1 seule réponse)

A - Discipline principale _____

- Discipline secondaire _____

B Thème de travail précis (1 seule réponse) _____ (en clair)
Sur lequel vous avez travaillé _____

Sur lequel vous travaillez actuellement (en clair)

XIII Publications féministes et / ou sur les femmes :		(en clair)
- articles dans revues militantes	OUI	NON
- Articles dans revues "scientifiques" et générales	OUI	NON
- Livres	OUI	NON

XIV Pratique de recherche		OUI	NON
• Individuelle	• Collective	• Les deux	

XV Dans quel cadre : (possibilités réponses multiples)

XVI Enseignement féministe et / ou pour les femmes : (pour les enseignantes)

(Noms des organismes en clair)

MERCI D'AVOIR REMPLI CE QUESTIONNAIRE - N'oubliez pas de le déposer ou de le renvoyer...

TABLE DES MATIERES

PRESENTATIONS

p. 7

MEMOIRE DES FEMMES, HISTOIRE, HISTORIOGRAPHIE

D'ACHON Aude - Une histoire inaudible	p. 36
BUSSY-GENEVOIS Danielle - La femme espagnole en République 1931-1936 Presse féminine et quotidien des femmes	p. 45
COHEN Yolande - Des paysannes aux fermières.	p. 53
COLOMBEL Jeannette - Mémoires d'une femme dans les années d'après-guerre	p. 60
GAUTHIER Arlette - Du sexe des meubles	p. 69
SPENSKY Martine - L'évolution des institutions maternelles à Londres entre 1895 et 1914	p. 76
THALMANN Rita - La négation existentielle de la femme (étude féministe du national-socialisme).	p. 90
VAN DE CASTEELE-SCHUITZER Sylvie	
VOLDMAN Danièle - L'histoire orale pour l'histoire des femmes : méthodes et projets	p. 95

HISTOIRE DES MOUVEMENTS DES FEMMES (CONTEMPORAINS)

BOONS Marie-Claire, BRISAC Thérèse, KERHERVE Annick, ROUSSEL Marie-Jo, VIENNOT Eliane - Des femmes dans l'extrême- gauche française	p. 111
Les CAHIERS DU FEMINISME - Oppression des femmes, <u>féminisme</u> , quelles méthodes d'analyse ?	p. 118
CLEF - Histoire du MLF à Lyon, de 1968 à 1980, éléments pour une recherche féministe.	p. 130
GAVARINI Laurence, GAVARINI-LOURAU Françoise, GILON Christiane - Les recherches sur le mouvement des femmes et sur les femmes en mouvement.	p. 134
IVEKOVIC Rada - Du mouvement des femmes en Yougoslavie.	p. 137
LA GAFFICHE - Affiches du mouvement des femmes en France depuis 1970.	p. 139
MOROKVASIC-MULLER Mirjana - L'égalité institutionnalisée et le vécu des femmes. Les Yougoslaves.	p. 142
NAHOUM Véronique - Un exemple pratique de recherche ponctuelle sur les femmes : "Femme et violence", Pénélope n°6: quelques remarques.	p. 143
SEMINAIRE LIMITES-FRONTIERES - Un travail à soi et une conver- sation de salon.	p. 147
THEVENIN Nicole-Edith - Identité, Politique, Théorie : un vent venu de l'ouest.	p. 152

FEMMES, PARENTE, ALLIANCE

FINE Agnès, LEDUC Claudine - La dot de la mariée.	p. 168
MATHIEU Nicole-Claude, ECHARD Nicole - L'anthropologie des sexes en France.	p. 176
MULLER Martine - Les couples mixtes franco-magrébins.	p. 180
PERROT Martine - L'émigration matrimoniale des femmes mauriciennes en France rurale.	p. 183

PRODUCTION, REPRODUCTION

ARRIPE Marie-Laure - Les créatures, les choses et l'individu propriétaire.	p. 197
BAICHÈRE Catherine - La question du travail féminin.	p. 203
BATTAGLIOLA Françoise - Trajectoires professionnelles et familiales- Position des femmes et des hommes	p. 212

BERLAN Martine - Mode d'organisation du travail familial en agriculture et gestion des aléas : le rôle spécifique de la main - d'oeuvre familiale féminine.	p. 221
CHARLES Geneviève - Les femmes et la science économique.	p. 229
CHAUDRON Martine, FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL Dominique - Articulation entre le système productif et les structures familiales : méthodologie des approches comparatives hommes-femmes.	p. 232
DEVREUX Anne-Marie - Parentalité et vie professionnelle - Questions sur la définition des classes de sexe.	p. 239
FAGNANI Jeanne - Statut matrimonial et structures socio-professionnelles des femmes.	p. 243
FOUQUET Annie - La valorisation du travail domestique : l'histoire d'une étude.	p. 253
FROGER Jacqueline, PEYRAUT Jocelyne - Le couple et le partage des tâches domestiques : ou l'utopie d'une répartition égalitaire.	p. 255
GADREY-TURPIN Nicole - Emploi féminin, tâches domestiques et familiales : pratiques et opinions d'ouvrières et employées.	p. 267
KANOUNI Fadela, FILAL Souad - Du travail occulté : le cas des femmes au Maroc.	p. 275
LOOS Jocelyne, LOUIS Marie-Victoire - Femmes, travail et temps partiel.	p. 283
PINEAU Claude - Approche théorique du concept d'ambition professionnelle chez les femmes.	p. 285
SOFER Catherine - Production d'enfants et division sexuelle du travail.	p. 295
SOURIAU Christiane - Les femmes, le temps et l'argent autour de la Méditerranée.	p. 306
U.R.E.S. - Division sociale et sexuelle du travail.	p. 318

FEMMES, ETAT, DROIT

BORDEAUX Michèle - De l'abus du droit ou les femmes s'abusent.	p. 334
DELPHY Christine - Les femmes et l'Etat.	p. 347
DHAVERNAS Odile - Pour une recherche féministe dans le domaine du droit.	p. 357
FERRAND-BECHMANN Dan - Le bénévolat face à l'Etat Providence (résumé).	p. 367
SERDJENIAN Evclyne - 50/50 : Mouvement pour l'égalité des femmes et des hommes. Proposition en dix articles pour une égalité du statut social.	p. 369

EDUCATION ET FORMATION

BENVENISTE Annie - Les métiers féminins dans la communauté juive de Salonique ..	p. 383
CREZE Françoise, FAIVRE Denise - Les stages de réinsertion professionnelle des femmes.	p. 391
GAUDEMAR (de) Cécile - Les filles et les garçons dans la formation professionnelle et technique courte.	p. 400
JEAN Michèle - Deux défis de l'enseignement relatif aux femmes : intégrer le féminin dans les savoirs constitués et développer l'apprentissage innovateur chez les femmes.	p. 411
MORVILLE Michèle - Le renouveau des universités populaires est-il dû aux femmes ?	p. 413
RISSO-LOUBET Monique - L'école et les filles au Cameroun : 1945-1980.	p. 420
SEFIA - Une expérience de formation-action à la vie associative pour les femmes au foyer de la région parisienne.	p. 427
SMYTH Ailbhe - Enseignement et études féministes : problèmes et pratiques.	p. 433
VALABREGUE Catherine - Pour une éducation non sexiste.	p. 434

FEMMES ET ESPACES

- ACHON (D') Aude - Même les femmes ne rassurent plus personne... p. 448
CHELLIG Nadia - L'espace sexualisé en Algérie et l'ambiguïté du voile féminin. p. 457

FEMMES ET FOLIE

- CHARUTY Giordana - Figures de la folie féminine en Languedoc (XIXe - XXe siècles). p. 470
RIPA Yannick - La lypémanie féminine ou la folie "tue" du XIXe siècle. p. 472

FEMMES, CORPS, SANTE

- FERRAND Michèle - Le contrôle social de la procréation : la normalisation des conduites de reproduction à travers les relations femmes/médecine. p. 486
GAVARINI-LOURAU Françoise, ASTY Sylvie - Les femmes et l'éducation physique. p. 494
MODEFEN - Excision - infibulation et santé. p. 497
POTIER Chantal - Les agricultrices et la contraception. p. 505

MATERNITE, FEMINISME

- GRANJONC Monique - Penser la maternité. p. 520
LANGEVIN Annette - Résumé pour aider à l'inventaire et au bilan des recherches entreprises sur et par les femmes. p. 526
LE COADIC Michèle - La femme - sujet. p. 528
VILAINE (de) Anne-Marie - Des déesses-mères aux bébés-éprouvettes ou la maternité détournée. p. 533

LANGAGE, SOCIETE, ECRITURE

- DECROSSE Anne - Epistémologie de la linguistique et du féminisme. p. 548
ERAUSQUIN Estela - La presse pour femmes. Esquisse d'une typologie (Argentine, 1977). p. 555
HUSTON Nancy - Les violeurs de langue. p. 564
LAMOTHE Jacqueline - Femme et langage : état de la recherche. p. 569
MEUNIER-CASTELAIN Christine - Insécurité urbaine et langage de femmes. p. 577
REMY Monique - Le "langage-femme" ; naissance d'un concept, présupposés, implication. p. 583
SOLARI Margarita - L'écriture féminine colombienne contemporaine. p. 589
SOUCHIER-BERT Monique - Anthropologie des couleurs et langage féminin ou le "mythe de la femme-fleur". p. 593
ZELINSKY Anne, BRUGEROLLES Arlette - Femme-Publicité-Sexisme. p. 595

FEMMES, ART, CREATION

- CHATOT Françoise - Expériences de metteur en scène p. 615
COUSIN DAVALLON Françoise, FOURNIER Martine, FIGUIRE-NEVOLTRIS Noelle, DREVET-TUERMOES Annick, CHIFFLOT Martine - Femme, expression plastique et Recherche. p. 620
DALLIER-POPPER Aline - La recherche universitaire sur l'art des femmes. p. 642
HELARD-COSNIER Colette - Pour une lecture féministe du journal de Marie Bashkirtseff. p. 647
LA MILLENAIRE-GROUPE DE COORDINATION MUSEE - Un musée de la vie des femmes - Structures. p. 654
SAHUC Jeanine Claude - Art, féminisme et dialectique du pouvoir. p. 661

FEMMES, PHILOSOPHIE, PSYCHANALYSE

- AMOROS Celia - Loi divine et loi humaine : nature, culture, femme et médiation. Variations lévi-straussiennes sur un thème de Hegel p. 672
- DUROUX Françoise - L'imaginaire de la différence sexuelle. p. 674
- FRAISSE Geneviève - Sur l'utilisation du concept de "rupture épistémologique" dans le champ des recherches féministes. p. 683
- GAUDEMAR (de) Martine - Pour une méthode perspective dans les études féminines. p. 686
- IVEKOVIC Rada - Le féminin en philosophie. p. 693
- JAULIN Annick - Du devenir femme. p. 699
- LE DOEUFF Michelle - Femmes, philosophie, féminisme : un post-scriptum. p. 703

FEMMES, SCIENCES ET TECHNIQUES

- EICHER Catherine, FAGNANI Jeanne, GLAUGAU Margaret, MORVILLE Michelle, SHAW Ghislaine - Les femmes face aux choix technologiques : un terrain vague de la recherche française. p. 712
- AUDIN Michèle, CHANDERY Dominique, DELON Françoise, MOEGLIN Colette - Femmes et sciences exactes. p. 729
- MINH NGUYEN - L'inconscient des femmes scientifiques. p. 731

CRITIQUE FÉMINISTE DES SCIENCES : PROBLÉMATIQUE DE LA DIFFÉRENCE DES SEXES

- AEBISCHER Verena, FOREL Claire-Antonella - Pertinence de la différence sexuelle. p. 742
- COORNAERT Monique, FAURÉ Christine, FRAISSE Geneviève - Conception féministe face aux catégories et représentations sociologiques des études sur les femmes. p. 747
- DHAVERNAS Marie-Jo, KANDEL Liliane - Quelques réflexions autour de la notion de sexisme. p. 749
- ECHARD Nicole - Des questions adressées à l'ethnologie par le mouvement des femmes. p. 755
- FROUGNY Christiane, PEYRE Evelyne - Réflexions sur la sociobiologie. p. 760
- HAICAULT Monique - Pour une sociologie des rapports entre les sexes. p. 773
- HURTIG Marie-Claude et PICHEVIN Marie-France - Intérêt et limites d'une psychologie des femmes. p. 777
- HURTIG Marie-Claude, KAIL Michèle, PICHEVIN Marie-France - La psychologie et la différence des sexes (résumé). p. 788
- KAIL Michèle - Le sexe parle-t-il ? p. 790
- ROUCH Hélène - Différence(s) biologique(s) des sexes : au pluriel ou au singulier. p. 801
- STRECKEISEN Ursula - A la recherche du regard féministe. Esquisse de quelques problèmes. p. 808
- THIBAUT Josy - Mais qu'est-ce qu'elles cherchent ? p. 813
- PEYRE Evelyne, WIELS Joëlle - Différences biologiques des sexes et identité. p. 818

POUR UNE APPROCHE FÉMINISTE DE L'HISTOIRE ET DU DROIT

- BASCH Françoise - Critique de la famille en Amérique au milieu du 19ème siècle. p. 832
- DUCROCQ Françoise - Le passé des femmes ou l'histoire du passé. p. 837
- PAOLI ELZINGRE Martine - Les romans féministes américains au début du 19ème siècle, l'expérience sociale et l'espoir d'une nouvelle sociologie. p. 844

EPISTEMOLOGIE DES FORMALISMES

- ARRIPE M. Laure - Neutralité de la science et neutralisation de l'objet. p. 860
JAULIN Annick - Femmes informes, femmes en forme p. 865
PEIFFER Jeanne - Des mathématiques au-dessus de tout soupçon ? p. 871

ETUDES FEMINISTES, ETUDES FEMININES, ETUDES SUR LES FEMMES

- CEFUP - La recherche sur les femmes dans la région Provence-Alpes-Côte d'azur : comment savoir ce qui se fait. (Résumé). p. 884
CLEF - Des liaisons dangereuses ou les recherches féministes, fruit défendu de la révolte et de la théorie. p. 886
CRIF - Réflexions sur l'état des recherches féministes en France : éléments de synthèse. (Résumé). p. 893
DELPHYC., KERGOAT D. - Etudes et recherches féministes et sur les femmes en sociologie. (Résumé). p. 894
GROUPE D'HISTORIENNES- FEMMES ET RECHERCHE : Pour quel "féminisme" ? p. 895
GROUPE FEMMES ET RECHERCHE NICE- Acquérir produire des connaissances, pour quoi faire ? p. 900
ISNARD Martine - Sur la critique et les études féministes : des questions. p. 903
LAGRAVE Rose-Marie - Les paradoxes du féminisme : l'expérience de Pénélope pour l'histoire des femmes. p. 909
PICQ Françoise - Quelques réflexions à propos des études féministes. p. 914
SLAMA Béatrice - Etudes féminines. Etudes féministes. p. 920

RECHERCHES FEMINISTES DANS ET HORS INSTITUTION : BILAN ET PERSPECTIVES

- DE VILAINE Anne-Marie - Autodidactes et universitaires. p. 937
DUFOUT Renée, SINGLES Donna - Les femmes aussi font l'église : une recherche en cours. p. 944
LA MILLENAIRE - Centre d'études de femmes. p. 951
SEMINAIRE "LIMITES-FRONTIERES" (Voir : Histoire des mouvements des femmes contemporains).
ZELINSKY Anne - Femmes, publicité, sexisme (voir : Femmes, langage société).

L'IDENTITE EPISTEMIQUE : L'INSERTION DES FEMMES DANS LA RECHERCHE

- BRENAC Edith - Une histoire individuelle, une activité de recherche. p. 966
GROUPE EMIRR (Nice) - Insertion des femmes dans la recherche : le cas de l'astronomie. p. 976
FELDMANN Jacqueline - De l'identité épistémique. p. 992
LOWY Llana * - Les femmes dans la recherche expérimentale.
NGUYEN Minh * - Motivations inconscientes des femmes scientifiques.
AUDIN M., CHANDERY D., DELON F., MOEGLIN C., * - Femmes et sciences techniques.

* Pour ces textes voir : FEMMES, SCIENCES ET TECHNIQUES

ASPECTS DES ETUDES FEMINISTES A L'ETRANGER

- Angleterre : Diana LEONARD - Etudes féministes/Femmes et recherche féministes en Angleterre. p. 1003
Espagne : Judith ASTELARRA, Marina SUBIRATS - Les programmes d'études sur la situation de la femmes dans les universités espagnoles. p. 1014
Etats-Unis : Catherine R. STIMPSON, Judith FRIEDLANDER et Rayna RAPP - les Women's Studies aux Etats-Unis : une vue d'ensemble. p. 1021
Irlande : Ailbye SMYTH - Compte-rendu d'une intervention faite lors du débat suivant la table ronde. p. 1033
Italie : Marina PIAZZA - Quelques réflexions sur les études féministes en Italie. p. 1037

p. 1045

A LA SUITE DU COLLOQUE...